



CHAPITRE 73

Loi modifiant le Code de procédure civile

[Sanctionnée le 17 novembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 4 du Code de procédure civile, modifié par l'article 1^{C.p.c., a. 4, mod.} du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe *j*, du suivant:

«*k*) «protonotaire spécial»: le protonotaire ou le protonotaire adjoint nommés par arrêté en conseil, avec l'assentiment du juge en chef du tribunal, pour exercer, en plus de leurs autres fonctions, les attributions rattachées à ce titre.»

Art. 2

L'article 42 dudit code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant: ^{Id., a. 42, mod.}

«**42.** Dans les cas prévus par le paragraphe 2 de l'article 41 et par les articles 583*a* et 584, la décision du protonotaire peut être révisée par le juge ou le tribunal, sur demande énonçant les moyens invoqués, signifiée à la partie adverse et produite au greffe dans les dix jours de la date de la décision attaquée.»

Art. 3

L'article 44 dudit code est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants: ^{Id., a. 44, mod.}

«**44.** Le protonotaire adjoint peut exercer les pouvoirs conférés au protonotaire concurremment avec le juge s'il a été choisi à cette fin par le protonotaire avec l'assentiment du ministre de la justice ou d'une personne désignée par celui-ci.

Le protonotaire adjoint qui est protonotaire spécial peut d'office exercer ces pouvoirs.»

Art. 4

C.p.c.,
a. 44a,
mod.

L'article 44a dudit code, édicté par l'article 5 du chapitre 83 des lois de 1975 et modifié par l'article 54 du chapitre 9 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**44a.** Le protonotaire spécial statue notamment sur:».

Art. 5

Id., a. 139,
mod.

L'article 139 dudit code est modifié par le remplacement des quatre derniers alinéas par les suivants:

«Sauf décision contraire du juge, l'ordonnance n'est publiée qu'une fois; la publication a lieu:

a) soit dans un journal, désigné par le juge ou le protonotaire, circulant dans la localité de la dernière adresse connue du défendeur ou, si aucun journal ne circule dans cette localité, dans la localité où il est appelé à comparaître,

b) soit dans la *Gazette officielle du Québec*, dans la forme et suivant les modalités prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Si les circonstances l'exigent, le juge peut ordonner la publication par tout autre moyen approprié, notamment par lettre, ou par annonce à la radio ou à la télévision; il détermine alors le mode de preuve de la publication.

La publication de l'ordonnance est faite en français mais, si les circonstances l'exigent, le juge peut ordonner qu'elle soit faite aussi en anglais.

On suit les mêmes règles, avec les modifications qui s'imposent, pour la signification par avis public, lorsqu'elle est requise, de tout acte de procédure autre qu'un bref d'assignation, ainsi que pour la publication des avis publics de vente prévus par les articles 594 et 670.

La signification au moyen d'une seule publication vaut et est réputée avoir eu lieu à la date de cette publication; dans les autres cas, la signification ne vaut qu'une fois faites toutes les publications, mais elle est réputée avoir eu lieu à la date de la première.»

Art. 6

L'article 146 dudit code, modifié par l'article 18 du chapitre 83 C.p.c., des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant: a. 146, mod.

«**146.** La preuve d'une signification par avis public se fait par la production au greffe d'un exemplaire de la page de chacun des numéros de la *Gazette officielle du Québec* ou du journal dans lequel l'avis a été publié.»

Art. 7

L'article 195 dudit code, modifié par l'article 10 du chapitre 70 Id., a. 195, des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant: mod.

«**195.** Une action autre que celles qui sont visées dans l'article 194 est inscrite pour enquête et audition devant le tribunal ou, s'il ne s'agit pas d'une demande en séparation de corps ou en annulation de mariage, devant le protonotaire spécial.»

Art. 8

L'article 235 dudit code est remplacé par le suivant:

Id., a. 235, remp.

«**235.** Le juge est inhabile si lui ou son conjoint sont intéressés dans le procès.»

Art. 9

L'article 280 dudit code est remplacé par le suivant:

Id., a. 280, remp.

«**280.** La partie qui désire produire un témoin peut l'assigner au moyen d'un bref de *subpoena* signifié au moins cinq jours francs avant la comparution. Toutefois, le bref adressé à un ministre ou un sous-ministre du gouvernement du Québec est signifié au moins dix jours francs avant la comparution.

Toutefois, en cas d'urgence, le juge ou le protonotaire peut, par ordonnance spéciale inscrite sur le bref de *subpoena*, réduire le délai de signification, mais celle-ci ne peut être faite moins de douze heures avant le moment de la comparution.»

Art. 10

C.p.c.,
a. 282,
mod.

L'article 282 dudit code, modifié par l'article 20 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**282.** Une personne résidant dans la province d'Ontario peut être contrainte de comparaître comme témoin, s'il est établi, à la satisfaction du juge ou du protonotaire, que sa présence est nécessaire, et s'il n'y a pas d'autre action pendante entre les mêmes parties et pour la même cause dans la province d'Ontario.»

Art. 11

Id., a. 284,
mod.

L'article 284 dudit code, modifié par l'article 14 du chapitre 70 des lois de 1972, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Le juge peut en outre condamner la personne ainsi amenée à payer, en tout ou en partie, les frais causés par son défaut.»

Art. 12

Id., a. 294a,
mod.

L'article 294a dudit code, édicté par l'article 2 du chapitre 84 des lois de 1968 et remplacé par l'article 21 du chapitre 83 des lois de 1975, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Les dispositions du présent article s'appliquent, en les adaptant, au rapport d'une institution financière sur l'état des dépôts et placements d'une personne, ainsi qu'au rapport d'un membre de la Sûreté, d'un policier municipal ou d'un constable spécial, tels que définis par la Loi de police (1968, chapitre 17).»

Art. 13

Id., a. 305,
remp.

L'article 305 dudit code est remplacé par le suivant:

«**305.** Pour faciliter l'interrogatoire d'un témoin, le juge peut requérir les services d'un interprète dont la rémunération fera partie des frais de la cause, sauf pour le district judiciaire d'Abitibi où elle est assumée par le ministre de la justice si l'une des parties bénéficie de la convention visée dans le chapitre 46 des lois de 1976.»

Art. 14

Id., a. 469,
mod.

L'article 469 dudit code est modifié par le remplacement du texte français par le suivant:

«**469.** Le jugement portant condamnation doit être susceptible d'exécution. Celui qui condamne à des dommages-intérêts en contient la liquidation; lorsqu'il prononce une condamnation solidaire contre les personnes responsables d'un dommage, il détermine, pour valoir entre elles seulement, la part de chacune dans la condamnation, si la preuve permet de l'établir.»

Art. 15

L'article 471 dudit code, modifié par l'article 19 du chapitre 70 ^{C.p.c.,} des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du ^{a. 471,} premier alinéa par les suivants:

«**471.** La minute d'un jugement est signée par celui qui l'a rendu. Toutefois, en matière de séparation de corps ou de divorce, le protonotaire peut signer la minute d'un jugement rendu par le juge.

S'il y a eu contestation et que le jugement soit rendu après délibéré, la minute contient, outre le dispositif, les motifs de la décision exprimés de façon concise.»

Art. 16

L'article 477 dudit code, modifié par l'article 27 du chapitre 83 ^{Id., a. 477,} des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du ^{mod.} second alinéa par le suivant:

«Néanmoins, dans le cas d'une action personnelle, et sous réserve des articles 992, 993 et 995, la somme des frais de poursuite et d'exécution que le défendeur condamné peut être appelé à payer ne doit pas excéder le montant de la condamnation, si celui-ci n'est pas supérieur à cinquante dollars, à moins que, par décision motivée, le tribunal n'en ait ordonné autrement.»

Art. 17

L'article 552 dudit code, modifié par l'article 10 du chapitre 80 ^{Id., a. 552,} des lois de 1969 et par l'article 20 du chapitre 70 des lois de 1972, ^{mod.} est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 2 du premier alinéa par le suivant:

«2. Des meubles meublants, des ustensiles ou autres objets d'utilité courante, jusqu'à concurrence d'une valeur marchande de deux mille dollars, établie par l'officier saisissant, ainsi que les comestibles et combustibles nécessaires pour lui et sa famille;» et

b) par le remplacement de l'avant-dernier alinéa par le suivant:

«L'évaluation de l'officier saisissant visée dans le paragraphe 2 peut être révisée par le juge; si ce dernier estime que la valeur marchande des meubles meublants, des ustensiles et autres objets d'utilité courante laissés au débiteur n'atteint pas deux mille dollars, il peut ordonner de permettre au débiteur de choisir et de reprendre parmi les biens semblables qui ont été saisis ceux requis, suivant l'évaluation qu'il a faite, pour combler la différence entre cette valeur et la somme de deux mille dollars.»

Art. 18

C.p.c.,
a. 553,
mod.

L'article 553 dudit code, modifié par l'article 469 du chapitre 70 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 9 par le suivant:

«9. Les traitements, salaires et gages bruts, pour les sept-dixièmes de ce qui excède une première portion, elle-même insaisissable:

a) de soixante dollars par semaine, plus dix dollars par semaine pour chaque personne à charge, à compter de la troisième, si le débiteur pourvoit aux besoins de son conjoint, s'il a charge d'enfant ou s'il est le principal soutien d'un parent; ou

b) de quarante dollars par semaine, dans les autres cas.»

Art. 19

Id., a. 583,
mod.

L'article 583 dudit code, remplacé par l'article 34 du chapitre 83 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**583.** Sous réserve des articles 583a et 583c, l'officier saisissant doit confier la garde des effets saisis au débiteur qui est tenu de l'accepter.»

Art. 20

Id., a. 583a,
remp.

L'article 583a dudit code, édicté par l'article 34 du chapitre 83 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

«**583a.** Le juge ou le notaire peut, à la demande du créancier saisissant, ordonner que les biens saisis ou à saisir soient, en tout ou en partie, confiés à un gardien autre que le débiteur, s'il est impossible d'en confier la garde au débiteur ou pour une autre cause jugée suffisante.»

Art. 21

L'article 583*b* dudit code, édicté par l'article 34 du chapitre 83 des lois de 1975, est remplacé par le suivant: C.p.c., a. 583*b*, remp.

«**583*b***. Le gardien, s'il n'est pas le débiteur, doit être solvable.

Le créancier saisissant, son procureur, l'officier saisissant et leur parent ou allié jusqu'au degré de cousin germain sont inhabiles à servir comme gardien.»

Art. 22

Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 583*b*, du suivant: Id., a. 583*c*, aj.

«**583*c***. Si les biens saisis ou à saisir sont en la possession du créancier saisissant ou d'un tiers qui consent à la saisie et si ce possesseur est solvable, l'officier saisissant n'est pas tenu de confier la garde au débiteur et peut, avec la permission du juge ou du protonotaire, nommer ce possesseur comme gardien.»

Art. 23

L'article 584 dudit code, remplacé par l'article 35 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant: Id., a. 584, remp.

«**584**. Le juge ou le protonotaire peut, dans l'intérêt des parties et à la demande du créancier saisissant ou du gardien autre que le débiteur, autoriser ce gardien à enlever les effets saisis ou à saisir pour les tenir sous sa garde, mettre garnison ou les placer sous clé.»

Art. 24

L'article 585 dudit code, remplacé par l'article 36 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant: Id., a. 585, remp.

«**585**. Si le gardien, autre que le débiteur, devient insolvable ou s'il demande sa décharge parce que la vente n'a pas eu lieu à la date indiquée dans le procès-verbal de saisie ou pour une autre cause jugée suffisante, le juge ou le protonotaire peut permettre de le remplacer; si un remplaçant est nommé, les biens lui sont alors confiés par l'officier saisissant, qui en fait le récolement et dresse procès-verbal du tout.»

Art. 25

C.p.c.,
a. 587,
mod.

L'article 587 dudit code, remplacé par l'article 37 du chapitre 83 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**587.** L'officier qui constate que des biens, déjà sous saisie, ont été confiés à un gardien autre que le débiteur, doit nommer le même gardien qui est tenu d'accepter.»

Art. 26

Id., a. 594,
remp.

L'article 594 dudit code est remplacé par le suivant:

«**594.** La vente ne peut avoir lieu qu'au moins dix jours après la publication d'un avis public de vente mentionnant les noms des parties et la nature des biens saisis, et indiquant le lieu, le jour et l'heure où elle sera faite. Si l'avis est publié dans un journal, il paraît dans un journal circulant dans la localité où la vente doit avoir lieu ou, si aucun journal ne circule dans cette localité, dans un journal circulant dans la localité la plus rapprochée.

Si la publication dans un journal ou dans la *Gazette officielle du Québec* est impossible, l'avis est affiché dans la municipalité où la vente aura lieu, à la porte d'une église ouverte au culte, ou à défaut, dans quelque autre endroit public.»

Art. 27

Id., a. 606,
mod.

L'article 606 dudit code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Si la vente n'a pas lieu faute d'offrant, par application des articles 610*b* à 610*d* ou en raison d'un obstacle subséquent écarté, l'officier ne pourra y procéder qu'après avoir publié de nouveaux avis et de nouvelles annonces.»

Art. 28

Id., a. 670,
mod.

L'article 670 dudit code, modifié par l'article 48 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des cinq premières lignes par ce qui suit:

«**670.** Le shérif est tenu de faire paraître dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal, au moins trente jours avant la date fixée pour la vente, un avis public contenant:»; et

b) par l'addition, au paragraphe *e*, de l'alinéa suivant:

«Le greffier ou le secrétaire-trésorier d'une municipalité doit, lorsqu'il en est requis, fournir au shérif les renseignements nécessaires à l'application du présent paragraphe.»

Art. 29

L'article 671 dudit code est remplacé par le suivant:

C.p.c.,
a. 671,
remp.

«**671.** La publication de l'avis prévu par l'article 670 a lieu dans un journal circulant dans la localité où la vente doit avoir lieu ou, si aucun journal ne circule dans cette localité, dans un journal circulant dans la localité la plus rapprochée.»

Art. 30

L'article 682 dudit code est remplacé par le suivant:

Id., a. 682,
remp.

«**682.** Si l'opposition n'est décidée qu'après le jour fixé pour la vente et que la saisie ne soit pas annulée, le shérif fixe une nouvelle date pour la vente et publie de nouveau l'avis prévu par l'article 670 au moins quinze jours avant cette vente.»

Art. 31

L'article 737 dudit code, modifié par l'article 52 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition à la fin de l'alinéa suivant:

Id., a. 737,
mod.

«L'article 583 s'applique dans les cas prévus par les paragraphes 2 et 5 de l'article 734. Dans les autres cas de saisie avant jugement d'un bien meuble, l'officier, avec l'autorisation du juge ou du protonotaire, confie la garde des effets saisis à un gardien que le débiteur désigne ou, à défaut, qu'il choisit lui-même, à moins que le saisissant ne l'autorise à les laisser sous la garde du saisi.»

Art. 32

L'article 739 dudit code, remplacé par l'article 53 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

Id., a. 739,
remp.

«**739.** Le défendeur peut éviter l'enlèvement des biens saisis en fournissant à l'officier saisissant une garantie suffisante que le défendeur choisit.

Le montant de la garantie est déterminé par le chiffre de la demande ou par la valeur marchande des biens saisis telle que certi-

fiée par l'officier saisissant, selon le cas, à moins que le juge ou le protonotaire n'en décide autrement.

Le défendeur peut aussi, en tout temps après l'enlèvement des biens saisis, obtenir la remise de ces biens en s'adressant au juge et en fournissant une garantie conformément au présent article.

Le dépôt d'une somme d'argent ou la fourniture d'une caution, soit de payer la condamnation qui pourrait être prononcée contre le défendeur, soit de représenter les biens saisis lorsqu'il en sera requis, constitue, notamment, une garantie suffisante au sens du présent article.»

Art. 33

C.p.c.,
a. 800,
remp.

L'article 800 dudit code est remplacé par le suivant:

«**800.** Si le requérant justifie de sa créance, le tribunal ordonne que soit publié, exclusivement dans un journal et suivant les modalités prévues par les articles 670 et 671, une fois par semaine et pendant quatre semaines consécutives, un avis contenant un énoncé sommaire de la requête et enjoignant au propriétaire de l'immeuble de comparaître dans les trente jours.»

Art. 34

Id., a. 878,
remp.

L'article 878 dudit code est remplacé par le suivant:

«**878.** Si la demande est fondée sur l'aliénation mentale, la personne dont l'interdiction est demandée est interrogée par le juge ou le protonotaire. L'interrogatoire est pris par écrit et communiqué au conseil de famille.

Toutefois, le juge ou le protonotaire n'est pas tenu de procéder à l'interrogatoire s'il est produit au dossier un certificat d'un psychiatre qui exerce dans l'établissement où la personne est traitée, attestant qu'elle est en cure fermée à cause de son état mental et que les rapports prévus par les articles 7 et 12 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44) concluent que cette personne est incapable d'administrer ses biens.»

Art. 35

Id., a. 880,
remp.

L'article 880 dudit code est remplacé par le suivant:

«**880.** Le conseil de famille, dont l'avis est requis, est convoqué sur ordonnance du juge ou du protonotaire et présidé par l'un d'eux.

Toutefois, dans le cas d'une personne pour laquelle le certificat visé dans l'article 878 a été produit, le conseil de famille peut être présidé par un notaire.»

Art. 36

L'article 953 dudit code, édicté par l'article 1 du chapitre 86 C.p.c., a. 953, remp. des lois de 1971 et modifié par l'article 57 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) une créance qui n'excède pas cinq cents dollars;».

Art. 37

Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 954, du Id., a. 954a, aj. suivant:

«**954a.** Le créancier d'une petite créance peut se joindre à une autre personne dans une même demande en justice, aux conditions prévues par l'article 67.

Si chacun des recours que détiennent les personnes ainsi jointes est une petite créance, la demande est faite suivant le présent livre. Sinon, elle est jugée suivant les autres livres du présent code.

Malgré l'alinéa précédent, l'exécution du jugement rendu sur une petite créance se fait suivant le titre huitième du présent livre.»

Art. 38

L'article 957a dudit code, édicté par l'article 61 du chapitre 83 Id., a. 957a, mod. des lois de 1975, est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**957a.** Une personne ne peut, en vue de se prévaloir du présent livre, diviser, directement ou indirectement, une créance excédant cinq cents dollars en autant de créances n'excédant pas cinq cents dollars.»; et

b) par le remplacement du paragraphe *a* du troisième alinéa par le suivant:

«*a*) qui a été volontairement réduite par le créancier à un montant n'excédant pas cinq cents dollars;».

Art. 39

L'article 967 dudit code, édicté par l'article 1 du chapitre 86 Id., a. 967, mod. des lois de 1971, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Les parties ainsi que les témoins peuvent être assignés par bref de *subpoena* signifié par courrier recommandé ou certifié, avec avis de réception ou de livraison.»

Art. 40

C.p.c.,
a. 970a,
aj.

Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 970, du suivant:

«**970a.** Sous réserve de l'article 273, si la Cour provinciale est saisie d'actions ayant le même fondement juridique ou soulevant les mêmes points de droit, dont l'une est une réclamation poursuivie suivant le présent livre, le juge saisi de celle-ci doit en suspendre l'audience jusqu'au jugement sur l'autre action, passé en force de chose jugée, si une partie le demande et qu'aucun préjudice sérieux ne puisse en résulter pour la partie adverse.»

Art. 41

Id., a. 983,
mod.

L'article 983 dudit code, édicté par l'article 1 du chapitre 86 des lois de 1971 et modifié par l'article 75 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**983.** Un débiteur poursuivi suivant les autres livres du présent code pour une somme n'excédant pas cinq cents dollars par un créancier qui n'est pas admis à se prévaloir du présent livre peut, s'il a l'intention de contester l'action, de se prévaloir du paragraphe *e* de l'article 962 ou, s'il ne s'est pas prévalu de l'article 652, de proposer des modalités de paiement, demander par écrit au greffier du tribunal d'où émane le bref que la cause soit continuée suivant les dispositions du présent livre.»

Art. 42

Id., a. 992,
mod.

L'article 992 dudit code, édicté par l'article 1 du chapitre 86 des lois de 1971 et modifié par l'article 80 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**992.** Dans toute action dont le montant n'excède pas cinq cents dollars et qui n'est pas instituée suivant le présent livre, le défendeur qui a été condamné par défaut de comparaître ou de plaider alors qu'il aurait été admis à se prévaloir de l'article 983 est tenu au remboursement des frais du demandeur.»

Art. 43

Ledit code est modifié par l'addition, après l'article 997, du ^{C.p.c.,} ^{a. 997a,} ^{aj.} suivant:

«**997a.** Le troisième alinéa de l'article 955 s'applique malgré la Charte des droits et libertés de la personne (1975, chapitre 6).»

Art. 44

L'annexe 2 dudit code, édictée par l'article 83 du chapitre 83 ^{Id.,} ^{annexe 2,} ^{mod.} des lois de 1975, est modifiée par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2) Vous pouvez soustraire à la saisie des objets d'utilité courante que vous pouvez choisir, jusqu'à concurrence d'une valeur marchande de \$2,000 fixée par l'officier saisissant.»

Art. 45

L'article 1233 du Code civil, modifié par l'article 2 du chapitre ^{C.c.,} ^{a. 1233,} ^{mod.} 86 des lois de 1971, l'article 8 du chapitre 74 des lois de 1973 et par l'article 87 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Dans toute matière où le principal de la somme ou la valeur demandée n'excède pas cinq cents dollars;».

Art. 46

L'article 1235 dudit code, modifié par l'article 5 du chapitre ^{Id.,} ^{a. 1235,} ^{mod.} 68 des lois de 1972 et par l'article 88 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement dans le premier alinéa des mots «quatre cents dollars» par les mots «cinq cents dollars».

Art. 47

L'article 1236 dudit code, modifié par l'article 6 du chapitre ^{Id.,} ^{a. 1236,} ^{remp.} 68 des lois de 1972 et remplacé par l'article 89 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**1236.** La preuve testimoniale ne peut être admise sur la demande d'une somme n'excédant pas cinq cents dollars, si cette somme est le solde ou fait partie d'une créance en vertu d'un contrat qui ne peut être prouvé par témoins.

Le créancier peut néanmoins prouver par témoins la promesse du débiteur de payer tel solde s'il n'excède pas cinq cents dollars.»

Art. 48

C. c.,
a. 1237,
remp.

L'article 1237 dudit code, modifié par l'article 7 du chapitre 68 des lois de 1972 et remplacé par l'article 90 du chapitre 83 des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**1237.** Si dans la même instance une partie fait plusieurs demandes qui, réunies, forment une somme qui excède cinq cents dollars, la preuve par témoins peut être admise si les créances procèdent de différentes causes ou ont été contractées à des époques différentes et étaient originairement chacune d'une somme moindre que cinq cents dollars.»

Art. 49

Effet.

Les articles 5, 6, 9, 16 à 18, 26, le paragraphe *a* de l'article 28, ainsi que les articles 29, 30, 33, 36, 38 et 41 à 48 de la présente loi prendront effet le 1^{er} avril 1978.

Art. 50

Entrée en
vigueur.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.



CHAPTER 73

An Act to amend the Code of Civil Procedure

[Assented to 17 November 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

1. Article 4 of the Code of Civil Procedure, amended by ^{C.C.P.,} section 1 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again amended ^{a. 4, am.} by inserting, after paragraph *j*, the following:

“*k*) “special prothonotary”: the prothonotary or the deputy prothonotary appointed by order in council, with the consent of the chief justice of the court, to exercise, in addition to his other functions, the attributions attached to such capacity.”

2. Article 42 of the said Code is amended by replacing the ^{Id., a. 42,} first paragraph by the following: ^{am.}

“**42.** In the cases provided for by paragraph 2 of article 41 and by articles 583*a* and 584, the decision of the prothonotary may be revised by the judge or the court, upon a demand setting out the grounds relied on, served upon the adverse party and filed at the office of the court within ten days from the date of the decision attacked.”

3. Article 44 of the said Code is amended by replacing the ^{Id., a. 44,} first paragraph by the following paragraphs: ^{am.}

“**44.** The deputy prothonotary may exercise the powers conferred on the prothonotary concurrently with the judge, if he has been chosen for that purpose by the prothonotary with the consent of the Ministre de la justice or of a person designated by him.

The deputy prothonotary who is a special prothonotary may exercise such powers *ex officio*.”

C.C.P.,
a. 44a, am.

4. Article 44a of the said Code, enacted by section 5 of chapter 83 of the statutes of 1975 and amended by section 54 of chapter 9 of the statutes of 1976, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

“44a. The special prothonotary rules, in particular:”.

Id., a. 139,
am.

5. Article 139 of the said Code is amended by replacing the second, third, fourth and fifth paragraphs by the following paragraphs:

“Unless the judge decides otherwise, the order is published only once; the publication takes place either

(a) in a newspaper, designated by the judge or prothonotary, circulated in the locality of the last known address of the defendant or, if no newspaper is circulated in that locality, in the locality where he is required to appear, or

(b) in the *Gazette officielle du Québec*, in the form and in accordance with the terms and conditions prescribed by the Lieutenant-Governor in Council.

If the circumstances so require, the judge may order the publication by any other appropriate means, in particular by letter, or by an advertisement on the radio or television; he shall then determine the mode of proof of publication.

The order is published in French but if the circumstances so require, the judge may order it published in English as well.

The same rules are followed, with any necessary modifications, for the service by public notice, when it is required, of any proceeding other than a writ of summons, and for the publication of the public notices of sale provided for in articles 594 and 670.

Service by one publication is complete and is deemed to have taken place on the date of such publication; in the other cases, service is complete only when all the prescribed publications have been made, but it is deemed to have been made on the date of the first publication.”

Id., a. 146,
am.

6. Article 146 of the said Code, amended by section 18 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

“146. Service by public notice is proved by filing in the office of the court a copy of the page of each issue of the *Gazette officielle du Québec* or of the newspaper in which the notice has been published.”

7. Article 195 of the said Code, amended by section 10 of C.C.P., a. 195, am. chapter 70 of the statutes of 1972, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

“195. An action other than one of those contemplated in article 194 is inscribed for proof and hearing before the court or, if it is not an action for separation from bed and board or in nullity of marriage, before the special prothonotary.”

8. Article 235 of the said Code is replaced by the following: Id., a. 235, replaced.

“235. A judge is disqualified if he or his consort is interested in the action.”

9. Article 280 of the said Code is replaced by the following: Id., a. 280, replaced.

“280. The party who wishes a witness to testify may summon him by a writ of *subpoena* served at least five clear days before the appearance. However, the writ intended for a minister or a deputy minister of the government of Québec is served at least ten clear days before the appearance.

However, in cases of urgency, the judge or prothonotary may, by special order entered on the writ of *subpoena*, reduce the delay for service, but it cannot be made less than twelve hours before the time fixed for appearance.”

10. Article 282 of the said Code, amended by section 20 of Id., a. 282, am. chapter 83 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

“282. A person residing in the Province of Ontario may be compelled to appear as a witness, if the judge or the prothonotary is satisfied that his presence is necessary and if there is not another action between the same parties and for the same cause pending in the Province of Ontario.”

11. Article 284 of the said Code, amended by section 14 of Id., a. 284, am. chapter 70 of the statutes of 1972, is again amended by inserting, after the first paragraph, the following paragraph:

“The judge may, in addition, condemn the person so arrested to pay, in whole or in part, the costs caused by his default.”

12. Article 294a of the said Code, enacted by section 2 of Id., a. 294a, am. chapter 84 of the statutes of 1968 and replaced by section 21 of chapter 83 of the statutes of 1975, is amended by adding at the end the following paragraph:

"This section applies, *mutatis mutandis*, to the report of a financial institution on the state of the deposits and investments of a person, and to the report of a member of the Sûreté, of a municipal policeman or of a special constable, as defined in the Police Act (1968, chapter 17)."

C.C.P.,
a. 305, am.

13. Article 305 of the said Code is replaced by the following:

"305. To facilitate the examination of a witness, the judge may retain the services of an interpreter, whose remuneration forms part of the costs of the case, except in the judicial district of Abitibi, where such remuneration is at the expense of the Ministre de la justice if one of the parties benefits by the agreement contemplated in chapter 46 of the statutes of 1976."

Id., a. 469,
am.

14. Article 469 of the said Code is amended by replacing the French text by the following:

"469. Le jugement portant condamnation doit être susceptible d'exécution. Celui qui condamne à des dommages-intérêts en contient la liquidation; lorsqu'il prononce une condamnation solidaire contre les personnes responsables d'un dommage, il détermine, pour valoir entre elles seulement, la part de chacune dans la condamnation, si la preuve permet de l'établir."

Id., a. 471,
am.

15. Article 471 of the said Code, amended by section 19 of chapter 70 of the statutes of 1972, is again amended by replacing the first paragraph by the following paragraphs:

"471. A judgment must be signed by the person who rendered it. However, in an action for separation from bed and board or for divorce, the prothonotary may sign the judgment rendered by a judge.

In contested suits where judgment is rendered after taking the case under advisement, it contains, in addition to the conclusions, a concise statement of the reasons on which the decision is based."

Id., a. 477,
am.

16. Article 477 of the said Code, amended by section 27 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

"Nevertheless, in a personal action, and subject to articles 992, 993 and 995, the amount of costs of suit and execution that the defendant who loses may be required to pay shall not exceed the amount of the condemnation, if that does not exceed fifty dollars, unless the court, by judgment giving reasons, orders otherwise."

17. Article 552 of the said Code, amended by section 10 of C.C.P., chapter 80 of the statutes of 1969 and by section 20 of chapter a. 552, am. 70 of the statutes of 1972, is again amended:

(a) by replacing paragraph 2 of the first paragraph by the following:

“2. Household furniture, utensils and other things of general use to a market value of two thousand dollars established by the seizing officer, and the food and fuel required by him and his family;”
and

(b) by replacing the third paragraph by the following:

“The valuation by the seizing officer contemplated in paragraph 2 may be revised by the judge; if such last mentioned judge considers that the market value of the household furniture, utensils and other things of general use left to the debtor does not reach two thousand dollars, he may order that the debtor may choose and take, from among the similar property seized, that required, according to the valuation made by the judge, to cover the difference between such value and the amount of two thousand dollars.”

18. Article 553 of the said Code, amended by section 469 Id., a. 553, of chapter 70 of the statutes of 1974, is again amended by replacing am. the first paragraph of paragraph 9 by the following:

“9. All gross salaries and wages to the extent of seventy per cent of the excess over the following unseizable portion:

(a) sixty dollars per week, plus ten dollars per week for each dependant in excess of two, if the debtor is supporting his consort, has a dependent child, or is the main support of a relative; or

(b) forty dollars per week in all other cases.”

19. Article 583 of the said Code, replaced by section 34 of Id., a. 583, chapter 83 of the statutes of 1975, is amended by replacing the first am. paragraph by the following:

“**583.** Subject to articles 583a and 583c, the seizing officer must entrust the property seized to the debtor, who must accept it.”

20. Article 583a of the said Code, enacted by section 34 Id., a. 583a, of chapter 83 of the statutes of 1975, is replaced by the following: replaced.

“**583a.** The judge or the prothonotary may, upon request of the seizing creditor, order that the property seized or to be seized be entrusted in whole or in part to a guardian other than the debtor, if it is impossible to entrust it to the debtor or for any other cause considered sufficient.”

21. Article 583b of the said Code, enacted by section 34 of Id., a. 583b, chapter 83 of the statutes of 1975, is replaced by the following: replaced.

“583b. The guardian, if he is not the debtor, must be solvent.

The seizing creditor, his attorney, the seizing officer and their own relatives or connections to the degree of first cousin are not qualified to act as guardian.”

C.C.P.,
a. 583c,
added.

22. The said Code is amended by inserting after article 583b the following article:

“583c. If the property seized or to be seized is in possession of the seizing creditor or of a third person who consents to the seizure and such possessor is solvent, the seizing officer is not bound to entrust the property seized to the debtor and may, with the permission of the judge or prothonotary, appoint such possessor guardian.”

Id., a. 584,
replaced.

23. Article 584 of the said Code, replaced by section 35 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again replaced by the following:

“584. The judge or prothonotary may, in the interest of the parties and upon application of the seizing creditor or of the guardian other than the debtor, authorize such guardian to remove the property seized or to be seized to keep it in his charge, to place guards or to place it under lock and key.”

Id., a. 585,
replaced.

24. Article 585 of the said Code, replaced by section 36 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again replaced by the following:

“585. If the guardian other than the debtor becomes insolvent or requests his discharge because the sale has not taken place on the date mentioned in the minutes of seizure or for any other cause considered sufficient, the judge or the prothonotary may permit that he be replaced; if a new guardian is appointed, the property seized is then placed under his care by the seizing officer, who makes a verification thereof and draws up minutes of the whole.”

Id., a. 587,
am.

25. Article 587 of the said Code, replaced by section 37 of chapter 83 of the statutes of 1975, is amended by replacing the first paragraph by the following:

“587. The officer who finds that property already under seizure has been placed under the care of a guardian other than the debtor must appoint the same guardian, who must accept such appointment.”

Id., a. 594,
replaced.

26. Article 594 of the said Code is replaced by the following:

“**594.** The sale cannot take place until at least ten days after the publication of a public notice of sale mentioning the names of the parties, the nature of the property seized and the place, day and hour of the sale. If the notice is published in a newspaper, it appears in a newspaper circulated in the locality where the sale will take place or, if no newspaper is circulated in such locality, in a newspaper circulated in the nearest locality.

If the publication in a newspaper or in the *Gazette officielle du Québec* is impossible, the notice is posted in the municipality where the sale will take place, at the door of a church open for worship or, if there is no such church, at some other public place.”

27. Article 606 of the said Code is amended by replacing the second paragraph by the following: C.C.P., a. 606, am.

“If the sale could not take place because there was no bidder, by application of sections 610*b* to 610*d* or because of any obstacle subsequently removed, the officer cannot proceed until new notices and publications have been given.”

28. Article 670 of the said Code, amended by section 48 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again amended: Id., a. 670, am.

(a) by replacing the first four lines by the following:

“**670.** The sheriff must insert in the *Gazette officielle du Québec* and in a newspaper, at least thirty days before the date fixed for the sale, a public notice stating:”; and

(b) by adding to paragraph *e* the following paragraph:

“The clerk or the secretary-treasurer of a municipality must, when so required, give the sheriff the information necessary for the application of this paragraph.”

29. Article 671 of the said Code is replaced by the following: Id., a. 671, replaced.

“**671.** The publication of the notice provided for in article 670 is made in a newspaper circulated in the locality where the sale must take place or, if no newspaper is circulated in such locality, in a newspaper circulated in the nearest locality.”

30. Article 682 of the said Code is replaced by the following: Id., a. 682, replaced.

“**682.** If the opposition is not decided until after the day fixed for the sale and the seizure is not annulled, the sheriff fixes a new date for the sale and again publishes the notice provided for in article 670 at least fifteen days before such sale.”

31. Article 737 of the said Code, amended by section 52 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again amended by adding Id., a. 737, am. at the end the following paragraph:

“Article 583 applies in the cases provided for by paragraphs 2 and 5 of article 734. In other cases of seizure before judgment of moveable property, the officer, with the authorization of the judge or prothonotary, entrusts the property seized to a guardian designated by the debtor or, failing such designation, designated by him, unless the seizing creditor authorizes him to leave them with the debtor.”

C.C.P.,
a. 739,
replaced.

32. Article 739 of the said Code, replaced by section 53 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again replaced by the following:

“**739.** The defendant may prevent the taking of the property seized by giving the seizing officer sufficient guarantee chosen by the defendant.

The amount of the guarantee is determined by the amount sued for or the market value of the property seized as certified by the seizing officer, according to the circumstances, unless the judge or prothonotary otherwise decides.

The defendant may also, at any time after the removal of the property seized, have such property returned to him on applying to the judge and on giving guarantee in accordance with this article.

The deposit of an amount of money or the giving of security, either to pay the amount of any condemnation that may be adjudged against the defendant, or to produce the property seized when he is so required, constitutes, in particular, sufficient guarantee within the meaning of this article.”

Id., a. 800,
replaced.

33. Article 800 of the said Code is replaced by the following:

“**800.** If the applicant proves his claim, the court orders publication, exclusively in a newspaper and in accordance with the terms and conditions provided for in articles 670 and 671, once a week for four consecutive weeks, of a notice containing a summary statement of the motion and ordering the owner of the immovable to appear within thirty days.”

Id., a. 878,
replaced.

34. Article 878 of the said Code is replaced by the following:

“**878.** When the motion is based upon mental illness, the person whose interdiction is sought is interrogated by the judge or prothonotary. Such examination is taken down in writing and communicated to the family council.

However, the judge or the prothonotary is not bound to proceed with the examination if a certificate from a psychiatrist practising in the establishment where the person is treated is filed in the record, attesting that he is under close treatment be-

cause of his mental condition and that the reports provided for by sections 7 and 12 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44) conclude that such person is incapable of administering his property.”

35. Article 880 of the said Code is replaced by the following: C.C.P.,
a. 880,
replaced.

“**880.** The family council, whose advice is required, is convoked on an order of the judge or the prothonotary and presided over by one or the other.

However, in the case of a person for whom the certificate contemplated in article 878 has been filed, the family council may be presided over by a notary.”

36. Article 953 of the said Code, enacted by section 1 of chapter 86 of the statutes of 1971 and amended by section 57 Id., a. 953,
am. of chapter 83 of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph *a* by the following:

“(a) a claim not exceeding five hundred dollars;”.

37. The said Code is amended by inserting, after article 954, Id., a. 954a,
added. the following article:

“**954a.** The creditor of a small claim may join another person in the same suit, on the conditions provided in article 67.

If each recourse held by the persons so joined is a small claim, the suit is instituted in accordance with this book. If not, it is judged according to the other books of this Code.

Notwithstanding the preceding paragraph, the execution of a judgment rendered on a small claim is effected in accordance with Title Eight of this book.”

38. Article 957a of the said Code, enacted by section 61 Id., a. 957a,
am. of chapter 83 of the statutes of 1975, is amended:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

“**957a.** No person may, to avail himself of this book, divide, directly or indirectly, a claim exceeding five hundred dollars into so many claims not exceeding five hundred dollars.”; and

(b) by replacing subparagraph *a* of the third paragraph by the following:

“(a) which has been voluntarily reduced by the creditor to an amount not exceeding five hundred dollars;”.

C.C.P.,
a. 967,
am.

39. Article 967 of the said Code, enacted by section 1 of chapter 86 of the statutes of 1971, is amended by adding the following paragraph:

“The parties and witnesses may be summoned by a writ of *subpoena* served by registered or certified mail, with an acknowledgement of receipt or a notice of delivery.”

Id., a. 970a,
added.

40. The said Code is amended by inserting, after article 970, the following article:

“**970a.** Subject to article 273, if the Provincial Court is seized of actions having the same legal ground or raising the same questions of law, one of which is a claim pursued in accordance with this book, the judge seized thereof must suspend the hearing thereof until judgment is rendered on the other action, having force of *res judicata*, if a party applies therefor and if no serious prejudice results therefrom to the adverse party.”

Id., a. 983,
am.

41. Article 983 of the said Code, enacted by section 1 of chapter 86 of the statutes of 1971 and amended by section 75 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

“**983.** A debtor sued in accordance with the other books of this Code for an amount not exceeding five hundred dollars by a creditor who is not permitted to avail himself of this book may, if he intends to contest the action, avail himself of paragraph *e* of article 962 or, if he has not availed himself of article 652, propose terms and conditions of payment, request in writing of the clerk of the court from which the writ was issued that the case be continued in accordance with this book.”

Id., a. 992,
am.

42. Article 992 of the said Code, enacted by section 1 of chapter 86 of the statutes of 1971 and amended by section 80 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

“**992.** In any action the amount of which does not exceed five hundred dollars and which is not instituted in accordance with this book, the defendant who has been condemned by default to appear or to plead when he would have been permitted to avail himself of article 983 must reimburse the costs of the plaintiff.”

Id., a. 997a,
added.

43. The said Code is amended by adding, after article 997, the following article:

“**997a.** The third paragraph of article 955 applies notwithstanding the Charter of human rights and freedoms (1975, chapter 6).”

44. Schedule 2 to the said Code, enacted by section 83 of chapter 83 of the statutes of 1975, is amended by replacing paragraph 2 by the following: C.C.P., Sched. 2, am.

“(2) You may withdraw from the seizure such objects of everyday utility as you may select up to a market value of \$2,000 fixed by the seizing officer.”

45. Article 1233 of the Civil Code, amended by section 2 of chapter 86 of the statutes of 1971, section 8 of chapter 74 of the statutes of 1973 and by section 87 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph 2 by the following: C.C., a. 1233, am.

“2. In all matters in which the principal sum of money or value in question does not exceed five hundred dollars;”.

46. Article 1235 of the said Code, amended by section 5 of chapter 68 of the statutes of 1972 and by section 88 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the words “four hundred dollars” in the first paragraph by the words “five hundred dollars”. Id., a. 1235, am.

47. Article 1236 of the said Code, amended by section 6 of chapter 68 of the statutes of 1972 and replaced by section 89 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again replaced by the following: Id., a. 1236, replaced.

“**1236.** In any action for the recovery of a sum which does not exceed five hundred dollars, proof by testimony cannot be received if such sum be a balance or make part of a debt under a contract which cannot be proved by testimony.

The creditor may nevertheless prove by testimony a promise made by the debtor to pay such balance, when it does not exceed five hundred dollars.”

48. Article 1237 of the said Code, amended by section 7 of chapter 68 of the statutes of 1972 and replaced by section 90 of chapter 83 of the statutes of 1975, is again replaced by the following: Id., a. 1237, replaced.

“**1237.** If in the same action several sums be demanded which united form a sum exceeding five hundred dollars, proof by testimony may be received if the debts have arisen from different causes or have been contracted at different times and each was originally for a sum less than five hundred dollars.”

49. Sections 5, 6, 9, 16 to 18, 26, paragraph *a* of section 28, and sections 29, 30, 33, 36, 38 and 41 to 48 of this act shall have effect from 1 April 1978. Effect.

50. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.